

**CONSEIL DE COMMUNAUTE
DU 11 DECEMBRE 2020**

PROCES VERBAL DE SEANCE

L'an deux mille vingt, le onze décembre, à 18 heure 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle du Centre culturel Le Family à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC, président

Présents :

APPELGHEM Ludovic, BERVAS Viviane, BLANDIN Lénaïc, BODÉNEZ Guillaume, BODILIS Jean-François, BONIZ Jean Jacques, BOSSER Christian, CALVEZ Gilles, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CANN Joël, CASU Michèle, CORNEC Elodie, CORRE Michel, CYRILLE Yves, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, FLOCH Jean Bernard, GOALEC Bernard, GODET Nathalie, GRALL Renaud, GUILLORÉ Alexandra, HERVOIR Stéphane, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LANGUENOU Céline, LÉON Jean-Jacques, LE BRONNEC Erwann, LE GALL Jean Noël, LE ROY Christine, LE SAUX Jean Luc, LECLERC Patrick, LENUÉ Françoise, LETEURÉ Tiphaine, LIÉGEOIS Hervé, MÉVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, PHILIPPE Georges, POUPON Julien*, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, RIOU Michel, ROULLEAUX David, SERGENT André, SOUDON Chantal, SOUN Véronique, TANGUY Anne, THOMIN Mélanie, TRMAL Marie France, YVINEC Odile

Secrétaire de séance :

LE SAUX Jean-Luc

Excusée :

QUILLÉVÉRÉ Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)

*POUPON Julien (arrivé avant le vote de la délibération DCC2020_183)

En raison de la crise sanitaire COVID19, le conseil de Communauté s'est tenu salle du centre culturel Le Family, 2 rue de la Petite Palud à Landerneau. Un courrier d'information Finistère préalablement lui indiquant que cette salle permet en effet de privilégier une organisation spécifique pour assurer la sécurité sanitaire des membres de l'assemblée et du public. En outre, elle offre toutes les garanties en termes de neutralité, d'accessibilité et de publicité des séances.

Les conseillers communautaires et la presse ayant pris place, le président ouvre la séance. Il propose Jean Luc LE SAUX comme secrétaire de séance et lui demande de bien vouloir procéder à l'appel. Le quorum étant atteint, le conseil de Communauté peut valablement délibérer.

Le président ne tient pas de propos liminaire, mais donne quelques informations. Ce conseil de Communauté se tient de nouveau au Family, dans des conditions sanitaires acceptables. Il rappelle les difficultés liées à la situation sanitaire et ses pensées vont vers ceux qui en souffrent économiquement, tels les cafés, les restaurants, les acteurs de la culture, de l'évènementiel et bien d'autres encore. Il n'oublie pas non plus ceux qui souffrent moralement, notamment les personnes isolées et aussi ceux qui souffrent médicalement. La Communauté est relativement épargnée, comme en témoignent les derniers chiffres de l'ARS : le taux d'incidence sur son territoire est de 4,8 cas positifs pour 100 000 habitants, le Finistère étant à 24.6, la Bretagne à 40.4, et la France à 110.2, le taux de positivité est à 0.5 %, pour le Finistère à 2.2 %, pour la Bretagne à 3.4 % et à 6.3 % pour la France. Au regard des indicateurs, la situation de la Bretagne, tout comme celle du Finistère demeure meilleure qu'au niveau national, mais il faut rester prudent, car un faux plat ascendant est observé depuis une quinzaine de jours.

Economiquement sur la zone communautaire, le taux de chômage sur douze mois glissants est à - 1%, là où la Bretagne est à + 4 %, toutes catégories confondues : preuve de la résistance du territoire malgré le contexte, ce qui n'empêche pas la prudence et de conseiller aux habitants de respecter encore et encore les gestes barrières.

Une dernière information : le Trésor Public, à compter du 2 janvier verra ses effectifs au sein de la MSAP portés à 26 personnes, avec 2 personnes dédiées à l'accueil du public, deux conseillers aux décideurs locaux, et le service gestion comptable qui regroupera les trésoreries de Plabennec, Lesneven, Landerneau et Daoulas.

Il est ensuite passé à l'examen des questions à l'ordre du jour

DIRECTION GENERALE

Affaires générales

DCC2020_179 Approbation PV du conseil de Communauté du 25 septembre 2020

Résumé :

Le procès-verbal du conseil de Communauté du 25 septembre 2020 qui décrit chaque point porté à l'ordre du jour et rend compte des débats, doit être approuvé par les membres du conseil de Communauté

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : approuve le procès-verbal de la séance du conseil de Communauté du 25 septembre 2020.

MOYENS GENERAUX

Finances

DCC2020_180 Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT)

Résumé :

Le conseil de Communauté est invité à désigner les membres de la CLECT suivant les propositions des communes.

Débats :

Jean-Jacques LEON communique le nom du suppléant, qui a été modifié par rapport à celui auparavant communiqué : il s'agit de Philippe SALAUN, adjoint aux finances de la commune.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : dit que la Commission d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) est composée des membres suivants :

**Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées
Liste des membres mandature 2020-2026**

| | | | | | |
|----------------------|-----------|-------------------------|-----------------|-----------|-------------------------|
| DAOULAS | titulaire | François-Marie CAILLEAU | LE TREHOU | titulaire | Joël CANN |
| | suppléant | Joëlle LEVEQUE | | suppléant | Jacques BARON |
| DIRINON | titulaire | Guillaume BODENEZ | LOGONNA DAOULAS | titulaire | Fabrice FERRE |
| | suppléant | Stéphanie MEVEL | | suppléant | Séverine QUILLEREVE |
| HANVEC | titulaire | Yves CYRILLE | LOPERHET | titulaire | Nathalie GODET |
| | suppléant | Mélanie THOMIN | | suppléant | Christian BOSSER |
| IRVILLAC | titulaire | Jean-Noël LE GALL | PENCRAN | titulaire | Stéphane HERVOIR |
| | suppléant | Guy KERDONCUFF | | suppléant | Céline LANGUENOU |
| L'HOPITAL CAMFROUT | titulaire | Jean-Jacques LÉON | PLOUDIRY | titulaire | Morgane QUENTRIC BOWMAN |
| | suppléant | Philippe SALAUN | | suppléant | Jérôme AILLET |
| LA FOREST LANDERNEAU | titulaire | David ROULLEAUX | PLOUEDERN | titulaire | Bernard GOALEC |
| | suppléant | Christophe TIRILLY | | suppléant | Michèle CASU |
| LA MARTYRE | titulaire | Chantal SOUDON | SAINT DIVY | titulaire | André LEZIART |
| | suppléant | Jacqueline TOURBOT | | suppléant | Maryse DUBET |
| LA ROCHE MAURICE | titulaire | Jean-François PERROT | SAINT ELOY | titulaire | Renaud GRALL |
| | suppléant | Lénaïc BLANDIN | | suppléant | Benoît LE DIZES |
| LANDERNEAU | titulaire | Frédéric KERLAN | SAINT THONAN | titulaire | Marc JEZEQUEL |
| | titulaire | Alexandra GUILLORE | | suppléant | Bénédicte MEVEL |
| | titulaire | Jean-Bernard FLOCH | SAINT URBAIN | titulaire | Julien POUPON |
| | suppléant | Yvon BOTHOREL | | suppléant | Jeannine LE GALL |
| | suppléant | Roger MEROUR | TREFLEVEZ | titulaire | Georges PHILIPPE |
| LANNEUFFRET | suppléant | Olivier CHARLERY | | suppléant | Jean-Luc LE STANC |
| | titulaire | SERGEANT André | TREMAOUEZAN | titulaire | LIEGEOIS Hervé |
| | suppléant | LE DREAU Pierre | | suppléant | COAT Jean-Pierre |

DCC2020_181 Décision budgétaire - Admission en non-valeur 2020

Résumé :

Le comptable public présente chaque année la liste des créances irrécouvrables pour lesquelles des admissions en non-valeur doivent être actées par le conseil de Communauté.

Débats :

Jean-François BODILIS demande si les admissions en non-valeur sont en augmentation.

Frédéric KERLAN répond que les montants des créances irrécouvrables demeurent faibles mais, pour mesurer l'impact de la crise sanitaire sur le risque de non-recouvrement, il convient d'attendre 2021.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : décide l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables présentées par le Trésorier de Landerneau pour un montant total de 12 713,79 € telles que détaillées ci-dessus.

MOYENS GENERAUX

DCC2020_182 Décision budgétaire - Provisions pour créances douteuses

Résumé :

Les collectivités ont l'obligation de constituer des provisions lorsque le recouvrement de recettes est compromis.

Débats :

Jean-François BODILIS demande s'il est possible d'avoir des actions ciblées auprès des débiteurs potentiels afin de les soutenir plus directement.

Patrick LECLERC répond que les montants proposés ne sont que des estimations de provisions sur les exercices à venir. Certes, certaines entreprises sont en moins bonne santé que d'autres, mais le travail du Trésorier est de les accompagner dans le cadre du paiement et d'alerter si besoin la Communauté afin de trouver ensemble des solutions. Aujourd'hui, la situation n'est pas plus dramatique que par le passé, avec plutôt une forte baisse des dépôts de bilans ou des redressements judiciaires. Pour autant, les chiffres ne préjugent pas de la bonne santé des entreprises car les dispositifs de l'Etat, prêts garantis et autres permettent de maintenir les trésoreries à flots. La prudence reste de mise pour 2021 puisque certaines entreprises qui peuvent paraître saines aujourd'hui ne le seront peut-être pas dans un an, par exemple lorsqu'il s'agira de rembourser le prêt garanti par l'Etat, ou si la relance se montre plus poussive qu'espérée, ou tout simplement parce leur fragilité était antérieure à cette période.

Frédéric KERLAN précise que les taux de recouvrement par le Trésor Public sont traditionnellement très bons, de l'ordre de 97% à 99% suivant les années. Cependant, il existe un peu de retard par rapport à l'année passée sur le budget économie, c'est un signe que l'on peut sentir. Il précise néanmoins que

les provisions sont calculées en se référant à des situations antérieures à 2020, sans connaître
 forcément l'impact de la crise sanitaire.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Vote la constitution d'une provision budgétaire pour risque à hauteur de 155 247 €, répartie comme suit :

- 49 280 € au budget général
- 101 194 € au budget annexe Economie
- 4 773 € au budget annexe Assainissement.

Article 2 : Dit que les crédits nécessaires à la constitution de ces provisions budgétaires sont inscrits aux budgets concernés 2020 via une décision modificative présentée lors de cette même séance de conseil de Communauté.

DCC2020_183 Décision budgétaire - Ajustements des autorisations de programmes/crédits de paiement

Résumé :

Les autorisations de programmes sont réalisées annuellement par voie de crédits de paiement. Au vu des dépenses constatées en 2020, il y a lieu d'ajuster les enveloppes des opérations

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Vote la modification des autorisations de programme et de leurs crédits de paiement, conformément au tableau ci-dessus présenté.

MOYENS GENERAUX

DCC2020_184 Décision budgétaire - Décision modificative n°2

Résumé :

La réalisation des budgets au cours de l'année 2020 nécessite de modifier les crédits alloués à différents budgets.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : vote les décisions budgétaires modificatives telles que présentées ci-dessus, et autorise la réalisation des écritures d'ordre non budgétaires liées aux amortissements des logements.

DCC2020_185 Décision budgétaire - Autorisation de procéder aux dépenses 2021

Résumé :

Jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, l'exécutif peut, sur autorisation de l'assemblée délibérante, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : autorise le président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement non inscrites en autorisations de programme, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2020, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, et ceci dès le 1^{er} janvier 2021 et jusqu'au vote du prochain budget.

MOYENS GENERAUX

DCC2020_186 Débat d'orientation budgétaire 2021

Résumé :

L'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales dispose que, dans les communes de plus de 3 500 habitants, un débat ait lieu au sein du Conseil municipal sur les orientations générales du budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci. Ces dispositions s'appliquent à la Communauté qui comprend une commune de 3 500 habitants et plus. De plus, la Communauté comptant plus de 10 000 habitants, ce débat doit faire l'objet de la présentation d'un rapport, obligatoirement transmis aux communes membres. Le vote du budget 2021 étant programmé le 11 février prochain, le Conseil de Communauté est invité à débattre des orientations budgétaires sur la base du rapport ci-annexé.

Débats :

Jean-François BODILIS s'interroge au niveau des effectifs sur l'écart existant entre les postes prévus et les postes prévus, même si cet écart est à la baisse. Il demande une étude de la situation et un recours aux non titulaires un peu plus important dans certains secteurs, et que le nombre de titulaires diminue.

Ensuite constatant des écarts importants sur les années dans la PPI, il souhaite connaître comment il est possible de gérer dans le temps, au niveau des AP/CP des sommes aussi importantes.

Frédéric KERLAN explique que certains postes sont plus difficiles à pourvoir par le biais de la Fonction Publique Territoriale, comme par exemple pour la Communauté ceux liés à la communication ou celui de chargé d'études. Pour ce qui est des effectifs, il existe toujours un temps de latence entre le tableau des emplois, les postes à pourvoir et les recrutements. Mais ceux-ci sont plutôt stables sur les dernières années.

Le président confirme la difficulté à recruter via la Fonction Publique Territoriale, pour certains postes, par exemple sur des emplois très techniques (électricien...) ou comme au garage, et il arrive aussi de faire appel à des contractuels si la nécessité l'impose. Quant à la différence entre les différents tableaux, il s'agit de la vie courante de la collectivité : certains personnels partent et d'autres rentrent, sur l'instant T pour une centaine d'agents, c'est assez logique.

En ce qui concerne les AP/CP, Patrick LECLERC indique que le principe est de considérer qu'un programme va se réaliser sur plusieurs années. Donc des enveloppes sont prévues en conséquence, et en fonction des réalisations. Des opérations tels que des reports, des ajustements de crédits peuvent être réalisées : ceci permet d'avoir une visibilité dans le cadre des programmes pluriannuels, des engagements annuels nécessaires pour la réalisation des investissements.

Patrick LECLERC explique que la collectivité ne peut s'engager sur un projet sauf à ce que la somme soit inscrite à son budget. Or certains projets, comme les ZAE ou la THD sont connus pour un engagement des dépenses sur plusieurs années. Donc, par exemple au lieu d'inscrire pour la THD les 11M€ sur une année, pour n'en réaliser au final que 1,5 M€, et dégrader le ratio d'investissement, des AP/CP sont mises en place pour ce genre d'opérations, ce qui permet de lisser les investissements dans le temps. C'est une méthode comptable qui permet d'être plus pertinent sur la ventilation de ces investissements et des fonds à mobiliser annuellement pour mieux coller à la réalité budgétaire de l'exécution de ces volumes d'investissement.

Il conclut le DOB sur une note d'optimisme : certes, au vu des récents événements, c'est un sentiment d'incertitude qui se dégage, cependant, les bases sont saines et les fondamentaux de la Communauté demeurent préservés malgré tout. La durabilité des finances de la collectivité semble être acquise, d'autant qu'il n'y a pas eu d'emprunt contracté en 2020, ce qui permet d'accroître le désendettement sur l'année en cours et ainsi y voir plus clair. Il est vrai que c'est compliqué aujourd'hui de prévoir le niveau de recettes, notamment par exemple en ce qui concerne Aqualorn où il convient de se montrer prudent pour cet équipement. Il en va de même pour les recettes fiscales : pour l'instant, les entreprises, hormis certains secteurs ou certains cas particuliers, ne sont pas trop en difficulté sur le territoire, mais de nouvelles surprises peuvent se présenter en 2021 et entraîner la baisse des recettes liées à la fiscalité.

Délibération :

Le conseil de Communauté prend acte du débat d'orientation budgétaire organisé lors de la présente séance sur la base du rapport présenté en annexe qui sera transmis à l'ensemble des communes de la Communauté.

SERVICES A LA POPULATION

La Cimenterie

DCC2020_187 Volet animation : Challenge Caraty : attribution d'une subvention

Résumé :

Les organisateurs du Challenge Caraty se sont associés au club de hand Elorn Handball pour organiser cet événement à La Cimenterie.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : vote une subvention de 1 000 € à l'association Elorn Handball pour l'organisation du match de gala dans le cadre du Challenge Caraty.

DCC2020_188 Volet animation : Fonds de concours versé par la Ville de Landerneau

Résumé :

Approbation du versement

Débats :

Tiphaine LETEURE demande si un bilan de l'utilisation des fonds attribués de 275 000 € depuis 2016 sur l'enveloppe animation

Patrick LECLERC répond qu'un bilan est présenté tous les ans, puisque la quasi-totalité de l'enveloppe affectée est utilisée. Il s'agit de l'ensemble des subventions accordées au LBB, principal club utilisateur de la salle et vecteur de notoriété du territoire ainsi que pour soutenir les différents événements sportifs qui ont eu lieu à La Cimenterie et qui participent à l'attractivité du Pays de Landerneau-Daoulas. Le LBB est le plus fort consommateur de l'enveloppe, mais chaque compétition est accompagnée en règle générale, dès que le rayonnement est conséquent permettant aux autres clubs locaux organisateurs de compétitions d'être soutenus en fonction de leur niveau d'évolution (national, départemental, local, régional et de la jauge de spectateurs). La Cimenterie est la salle de tous les clubs, compte tenu de la pluralité des disciplines accueillie : le futsal, le tennis de table organisés par les clubs de Loperhet ou de Saint Divy, le CLEG GRS ,etc... Le détail des événements sportifs qui ont bénéficié de l'enveloppe animation est connu et celui de l'an passé pourra être communiqué.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 46

Abstention : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article 1 : Approuve le versement d'un fonds de concours de 75 000 € par la Ville de Landerneau.

Article 2 : Autorise le président à signer la convention de versement du fonds de concours.

SERVICES A LA POPULATION

Nautisme

Participation financière exceptionnelle liée à l'arrêt des activités scolaires pendant la crise sanitaire (mars à juin 2020)

Le président explique qu'il ne soumettra pas cette délibération au vote du conseil de Communauté.

En effet, la Communauté est en cours de négociation avec la Région qui n'abondera pas avant le 1^{er} janvier 2021. Si cette délibération est validée avant le 1^{er} janvier 2021, les centres nautiques concernés ne pourront pas bénéficier de cet accompagnement via le dispositif Pass asso permettant un co-financement entre la Communauté et la Région des participations financières exceptionnelles aux clubs nautiques. Des échanges constructifs ont eu lieu avec les trois centres, et deux d'entre eux, malgré la situation de 2020 devraient pouvoir s'en sortir sans être trop impactés.

Le centre de Moulin Mer, comme tous les centres nautiques avec hébergement est plus en difficulté. Les présidents de la Région Bretagne et de Finistère 360 ont été alertés de la situation et eux même ont remontés les informations au niveau national, car quasiment tous les centres nautiques du Finistère sont en grande difficulté, avec parfois des déficits très importants pour certains, ce qui va poser encore plus de problèmes d'autant qu'on observe une certaine frilosité des enseignants à envoyer des classes dans ces centres, tout comme à la piscine d'ailleurs. Malgré la gratuité, la fréquentation est moindre, notamment en primaire, et même avec la présence des lycéens et collégiens, Aqualorn ne fonctionne que pour 10% des effectifs par rapport à la normale. Tout le monde aspire à ce que la situation redevienne normale le plus vite possible, mais la Bretagne, comme le Finistère est très concernée, et des débats très importants sur ce sujet restent à venir.

SERVICES A LA POPULATION

Action sociale liée à l'emploi

DCC2020_189 ERPE/direction mobilité Don Bosco : subvention non affectée lors du conseil de Communauté du 12 février 2020

Résumé :

Dans le cadre de l'action sociale liée à l'emploi la Communauté a noué depuis plusieurs années un partenariat avec l'association ERPE qui apporte des solutions de mobilité aux publics en insertion sociale ou professionnelle. Depuis le 1er janvier 2019, les services et salariés de l'association ERPE font partie de l'association Don Bosco qui a créé en son sein un nouvel établissement appelé direction mobilité.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Fixe à 5 000 € la participation de la Communauté à la Direction Mobilité Don Bosco pour l'année 2020, cette participation s'inscrivant dans le cadre du soutien apporté également par les autres communautés de communes du Pays de Brest au fonctionnement de l'établissement sur les actions menées en particulier sur l'offre de solutions de mobilité

solidaire,

Article 2 : Travaille à l'élaboration d'une convention de partenariat avec la Communauté de communes du Pays de Brest et de la Communauté de communes de Landerneau-Daoulas pour les 3 prochaines années 2021-2022-2023 qui permettra :

- une co-implication des parties prenantes dans l'atteinte des objectifs définis (obligation de moyens, élaboration d'actions concrètes sur le Pays de Landerneau-Daoulas...),
- la prise en compte des réflexions engagées par la Communauté pour élaborer le projet de territoire en raison de la transversalité de la thématique mobilité,
- la prise en compte, en vue de l'exercice prochain d'une compétence mobilité à l'échelle communautaire, de la dimension mobilité inclusive qui devra s'articuler avec les orientations d'une politique plus globale qui aura été définie pour répondre aux besoins de la population et des entreprises,

Article 3 : Autorise le président à signer, le cas échéant, la convention de partenariat triennale qui fixera le cadre des engagements de la collectivité et de la direction mobilité.

DIRECTION GENERALE

DCC2020_190 Conseil de développement de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas - Création

Résumé :

Au vu du fonctionnement constaté ces dernières années du conseil de développement du Pôle métropolitain du Pays de Brest et des établissements publics qui le composent, d'une part, et au vu des nouvelles dispositions législatives introduites par la loi Engagement et Proximité, d'autre part, il est proposé que la Communauté se dote de son propre conseil de développement.

Débats :

Tiphaine LETEURE demande si ce sont 4 ou 6 collèges qui sont représentés, ou si c'est une coquille dans le texte.

Le président répond qu'il y a bien une erreur, qu'il s'agit bien de quatre collèges qui vont composer le conseil de développement. Il précise qu'avant, il fallait nommer des structures et maintenant, des personnes, il sera donc plus difficile d'obtenir la parité.

Marc JEZEQUEL demande si le conseil de développement peut s'autosaisir de sujets ou s'il se réunit uniquement sur proposition du président, du conseil de communauté ou des maires ?

Patrick LECLERC explique que l'utilité est de pouvoir consulter ce conseil autant que de besoin néanmoins, il peut s'autosaisir. Le Conseil de développement du Pôle Métropolitain s'est ainsi autosaisi sur le sujet de la Rade de Brest et de son évolution. Celui de la Communauté sera souvent sollicité, mais s'il est des sujets que ses membres veulent travailler, ils sont libres de le faire.

Jean-François BODILIS demande si ce conseil dispose d'un budget de fonctionnement autonome et s'il existe la possibilité de participer à des formations.

Patrick LECLERC répond qu'aujourd'hui il n'existe pas de budget : ce sera une possibilité, car la Région Bretagne ne reconnaît plus les conseils de développement dits « métropolitains » et encourage la création de nouveaux conseils de développement plus locaux. Etant donné que la Communauté se situe en dessous du seuil de 50 000 habitants, il est possible qu'elle bénéficie d'un accompagnement financier. Les moyens matériels et opérationnels seront mis à disposition, pour que le travail puisse se faire, mais il n'a pas été prévu d'agents ou de salariés pour suivre cet organisme.

Patrick LECLERC répond à Michelle CASU que les moyens seront internes et que ce conseil sera réuni sur le projet de territoire au moins deux fois sur les six mois à venir, et qu'un travail sera effectué sur le PCAET et idem pour le PLH qui sera examiné ensuite. Les possibilités de sollicitations seront nombreuses, il va falloir trouver le bon rythme en fonction des souhaits des membres, mais cela demeure une démarche bénévole et citoyenne de la part de ces instances et des associations qui seront représentées.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : abroge les délibérations n° 2016-133, 2017-02 et DCC2019_011 relatives à la création et à la composition du conseil de développement du Pôle métropolitain du Pays de Brest et des établissements publics qui le composent ;

Article 2 : charge le président de notifier cette décision du conseil de Communauté au président du conseil de développement du Pôle métropolitain du Pays de Brest et des établissements publics qui le composent ;

Article 3 : met en place un conseil de développement propre à la Communauté de communes du

pays de Landerneau-Daoulas ;

Article 4 : approuve le rôle, les modalités et le champ d'intervention du conseil de Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas ;

Article 5 : approuve les principes de composition et de désignation des membres tels que définis ci-dessus.

Affaires générales

Adoption du règlement intérieur du conseil de Communauté

Résumé :

En application de l'article L. 2121-8 du code général des collectivités territoriales rendu applicable aux communautés de communes par l'article L. 5211-1 du même code, le conseil de Communauté doit, dans le délai de six mois suivant son installation, adopter son règlement intérieur qui a vocation à préciser le fonctionnement et l'organisation du conseil de Communauté dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Le projet de règlement intérieur est joint en annexe.

Débats :

Patrick LECLERC apporte des précisions à des questions posées lors des différentes commissions. Sur la notion de délai raisonnable : pour une question posée et qui ne demande comme réponse que oui ou non, celle-ci peut se faire quasiment dans la foulée. Par contre, si une question nécessite des investigations, elle doit pouvoir trouver une réponse dans un « délai raisonnable », et c'est compliqué de fixer un délai. En effet, suivant la question, les recherches peuvent prendre plus ou moins de temps : parfois il faut consulter des structures extérieures. Il propose donc de conserver cette terminologie de « délai raisonnable » qui est celle inscrite dans la plupart des règlements intérieurs.

Sur la question des vœux : les vœux peuvent être proposés au conseil de Communauté, il faut juste qu'ils soient soumis avant au président pour qu'il puisse les inscrire à l'ordre du jour, tout en sachant qu'il est parfois difficile de le faire le jour même. Cela nécessite quelquefois des recherches de la part des conseillers communautaires, mais quelquefois l'urgence et l'actualité demandent que le conseil se prononce sur des sujets divers et variés qui pourraient concerner la collectivité.

Sur la présence des suppléants : ils peuvent assister sans droit de vote aux commissions thématiques afin d'être informés et préparer les conseils de Communauté.

En ce qui concerne les commissions territoriales, il en existe trois, une pour le Nord et Landerneau, une pour Est et une pour le Sud, qui regroupent les communes concernées. Parfois certaines communes peuvent être concernées par deux secteurs, notamment les communes limitrophes, en ce cas elles peuvent assister à l'une ou l'autre des conférences territoriales(Dirinon ..)

Les conseillers communautaires qui le souhaitent peuvent disposer d'un espace de travail dans les locaux de la Communauté aux heures d'ouverture du siège. Une demande écrite de réservation devra être adressée au président précisant le cas échéant les documents à mettre à disposition. Un minimum de deux jours pour la demande de réservation et la date souhaitée devra être respecté. Le principe veut que chaque conseiller communautaire ait accès aux dossiers inhérents aux conseils de Communauté ou aux délibérations. Il est donc demandé pour des raisons pratiques de prévenir au préalable de façon à organiser un lieu d'accueil. Sur le mandat précédent, il n'y a eu aucune sollicitation, mais si sur ce mandat, certains le souhaitent, il suffit de prévenir afin de préparer le dossier.

Pour ce qui est du seuil des douze conseillers nécessaires à l'expression dans le journal communautaire, il est proposé de le conserver. C'était une avancée au cours du précédent mandat : chaque conseiller est libre de s'exprimer, le nombre de 12 avait été considéré comme une minorité de blocage.

Ce qui rend les choses complexes, c'est que cet article fait référence aux règlements intérieurs des communes, avec donc une difficulté d'application pour les EPCI : les choses évolueront peut-être dans le temps, mais dans les communes il existe souvent des groupes d'opposition, ce qui n'est pas le cas dans une communauté de communes où il n'y a pas de listes qui s'opposent compte tenu du mode d'élection.

Il n'y a pas non plus actuellement de groupe d'opposition constitué au sein de l'EPCI, et les oppositions sont à géométrie variable en fonction des sujets.

Ce règlement intérieur peut être modifié en cours de mandat, et dès lors qu'une ligne claire en matière de communication sera définie, notamment à l'occasion du projet de territoire, cet article pourra être réévalué. Aujourd'hui, en effet, il n'y a pas de journal communautaire qui soit programmé, même si un tel journal semble pertinent. Il conviendra de travailler sur la ligne éditoriale du magazine, avec une

communication axée sur l'institution et la mise en œuvre des services proposés et non pas d'un journal qui prend des postures politiques.

Michelle CASU reconnaît qu'il n'y a pas de bulletin d'informations à venir, ni de groupe d'opposition au sein de la Communauté, et que donc il est facile d'adopter une position d'attente. Cependant, au-delà de savoir s'il faut ou non une publication d'opposition dans un futur bulletin communautaire, son interrogation porte sur la liberté d'expression. Elle s'appuie sur des questions écrites posées au Sénat sur la façon de transposer les articles relatifs à ce sujet, notamment sur l'un d'entre eux qui précise le cas où des conseillers ne sont pas en nombre suffisant pour créer un groupe, dont le nombre minimal des membres peut être fixé par le règlement intérieur du conseil de Communauté.

Son propos est de défendre la liberté d'expression en s'appuyant sur les textes et jurisprudence existants sur ce sujet. Un espace d'expression doit être réservé aux conseillers communautaires, éventuellement à titre individuel s'ils sont seuls représentants d'une tendance politique minoritaire. Même s'il n'existe actuellement pas de groupe d'opposition au sein de cette assemblée, il n'est pas, selon elle, possible de proposer cet article du règlement intérieur qui indique qu'il faut 12 personnes pour être publié : c'est une limitation qui va au-delà des textes.

Le sujet n'a certes pas un caractère d'urgence pour Michèle CASU qui précise que la question posée était « est-ce que les élus doivent constituer un groupe pour s'exprimer dans un bulletin d'information municipale ». Dans le cadre des EPCI, ce qui s'applique est similaire à ce qui existe pour les communes de plus de 3500 habitants et le droit d'expression existant dans les communes est donc transposable. Elle rappelle que c'est un sujet qui pose toujours des problèmes, qui nécessite d'être réfléchi sans précipitation, et que s'exprimer librement n'est pas nécessairement faire partie d'une opposition : pointer une différence de point de vue, ou un consensus réalisé parfois au détriment du droit à la différence sont des manifestations de cette liberté d'expression. Elle entend bien qu'il faille, et c'est la priorité, demeurer dans la communication institutionnelle vers les habitants, sans que cette liberté d'expression et ce droit à la différence prennent une place trop importante, mais c'est pour elle un sujet important, débattu même au niveau national. Son approche personnelle sur cette question s'inscrit dans le droit fil de la phrase suivante « je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï pour que vous puissiez le dire ».

Patrick LECLERC souligne après cette intervention que la liberté d'expression est bien une composante de ce conseil de Communauté mais il souhaite préciser que c'est la première fois que ce sujet pose problème. Pour lui, les questions au Sénat et surtout les réponses apportées dans l'hémicycle du Sénat ne remplacent pas la loi. Mais il est vrai que tant que le règlement intérieur des EPCI sera calqué sur celui des communes, il sera toujours nécessaire d'interpréter cette règle. Toutefois le Président précise que la rédaction de cet article fixant un nombre minimal de conseillers communautaire lors du précédent mandat a passé le contrôle de légalité et a été validée sans difficulté.

Attendu qu'il n'existe pas de groupe majoritaire, ni de groupe minoritaire au sein de cette assemblée, il propose donc de conserver le texte en l'état et considère que le retirer serait une régression au droit d'expression. Ce sujet devra selon lui être débattu ultérieurement, afin de voir comment favoriser l'expression de l'ensemble des conseillers.

Jean-François BODILIS partage l'analyse de Michelle CASU et précise qu'il n'est pas difficile de trouver des cas récents de jurisprudence sur le sujet. Selon lui, le conseil de Communauté ne peut pas sur le fondement de cet article décider de réserver un espace d'expression dans le bulletin d'information aux seuls groupes d'élus. Une telle limitation porterait atteinte aux droits individuels de chacun, notamment aux élus ne faisant pas partie d'un groupe ou de la majorité, étant rappelé que les conseillers communautaires ne sont pas tenus d'appartenir à un groupe. Certaines décisions ne sont pas recevables pour lui, la jurisprudence parlant de majorité.

Patrick LECLERC répond que la jurisprudence citée évoque une notion de majorité alors qu'il n'y a de majorité au sein de l'assemblée communautaire, chacun est libre de s'exprimer s'il le souhaite. Il lui semble que les élus de la précédente mandature n'ont pas eu à souffrir d'un manque de liberté d'expression. C'est aux parlementaires de faire le travail nécessaire, les règlements intérieurs des conseils municipaux n'étant pas compte tenu des spécificités des communautés de communes, du mode de désignation des conseillers communautaires transposables aux assemblées délibérantes des EPCI. Il propose donc au vote de l'assemblée délibérante cette dernière version du règlement intérieur qui apporte néanmoins des avancées.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Contre : 2 (BODILIS Jean François, Tiphaine LETEURÉ)

Abstention : 1 (CASU Michèle)

Article unique : adopte le règlement intérieur tel qu'il figure en annexe du présent projet de délibération.

DIRECTION GENERALE

Projet de territoire

DCC2020_191 Adoption des grandes orientations

Résumé :

Suite à la tenue d'un séminaire et de nombreux ateliers, l'étape 2 de l'élaboration du projet de territoire amène le conseil de Communauté à se prononcer sur l'adoption des grandes orientations.

Débats :

Lénaïc BLANDIN partage l'analyse du président sur le travail effectué qu'il considère comme une base intéressante, mais répète une nouvelle fois qu'il faudrait aller encore plus loin en ce qui concerne la ligne « favoriser les coopérations, les coordinations et les mutualisations », et mentionner le rééquilibrage et la solidarité entre les communes. En effet, il n'imagine pas dans sa commune favoriser tel ou tel quartier par rapport à d'autres, alors d'autant plus au sein de la Communauté il considère qu'il faut tendre vers cet objectif de solidarité à l'échelle du Pays de Landerneau-Daoulas.

Patrick LECLERC prend note de cette remarque. Il explique que c'est un sujet complexe à appréhender. Parfois, la surprise existe de constater que ceux qui pensent que plus de solidarité leur serait favorable se trompent. Il faut prendre toutes les précautions avant de vouloir traiter ce sujet trop rapidement car il s'agit de la construction financière originelle de la collectivité, du pacte financier fondateur de la Communauté et qu'y toucher pose des questions complexes.

Il propose donc, comme sous le mandat précédent, de faire intervenir un spécialiste au cours du premier trimestre, afin d'expliquer les mécanismes financiers mis en place entre les communes et la Communauté à l'origine (1995) et au moment de passer en TPU (1999). Il précisera aussi les interactions au niveau de la fiscalité, comment elle est reversée et présentera aussi les mécanismes qui existent dans d'autres collectivités qui auraient fait des choix différents en termes de répartition financières et ainsi regarder les possibilités d'évolution. Il avertit sur la fragilité de ces mécanismes et la difficulté d'en sortir quand ils sont mis en place. Il existe des règles qui souvent requièrent l'unanimité pour y arriver. Il estime que la Communauté remplit aujourd'hui pleinement son rôle de solidarités dans beaucoup de domaines ; par exemple le THD : ce sont 11M€ qui seront mis sur la table, qui viennent du financement mis en place par l'intercommunalité. Mais encore en matière de gestion des déchets ou d'assainissement et d'eau, avec des investissements importants qui vont encore être faits, sans oublier les centres de secours, portés auparavant par les communes. Le Président illustre cette solidarité communautaire du quotidien par d'autres actions de moindre ampleur financière mais toute aussi déterminante : le CLIC, les politiques en direction des scolaires, l'accompagnement en ingénierie des communes : l'AMO, l'urbanisme... beaucoup de sujets sur lesquels la collectivité est déjà solidaire de l'ensemble du territoire.

L'effet induit d'un changement du socle régissant les relations financières Communauté/communes membres peut être différent et surprenant de celui souhaité et à son avis, si des mécanismes devaient être mis en place, c'est la commune de Landerneau qui risquerait d'être gagnante financièrement. En effet, les charges de fiscalités de même que les charges de centralité et l'effort fiscal sont importantes. Ce dernier point est un vrai sujet : il faut comparer l'effort fiscal entre les communes et Landerneau, même s'il est raisonnable, il est supérieur aux autres communes en général.

La solidarité va pouvoir être travaillée dans le cadre du projet de territoire et doit trouver une réponse dans l'évolution des services qui sera proposée afin de bénéficier à l'ensemble de la population. Parmi les premiers de ces services se trouvent la mobilité, ou encore la mise en place d'un CIAS, pour ne citer que ces deux exemples. Rendez-vous est donné premier trimestre 2021, avec Yann LE MEUR de RCF qui était à l'origine de la conception des mécanismes financiers de la Communauté. Il pourra ainsi décrypter les règles en vigueur afin que chacun en soit conscient et la manière d'aborder la question pour les faire évoluer.

Le président remet en garde contre des surprises pour certains territoires qui pourraient voir leurs ressources amputées, alors qu'ils espéraient l'inverse. Il en veut pour preuve, lors du mandat précédent, un exercice qui a été réalisé avec un échantillon de communes, de comparer les flux financiers entre les communes et la Communauté en entrée et en sortie. Le résultat s'est montré surprenant, car sur certaines communes, la balance était nettement favorable à la commune, alors que la perception ne l'était pas forcément. Donc sans vouloir éluder ce point, il préfère jouer la prudence et en toute transparence qu'un travail soit effectué lors du premier trimestre 2021 sur ces mécanismes, qui ne sont, il le répète encore une fois, pas simples à expliquer afin que le conseil de Communauté soit libre de ses orientations, ainsi que du projet de territoire.

Lénaïc BLANDIN remercie le président pour cette proposition car il estime que c'est effectivement un travail important, le rééquilibrage et la solidarité entre les communes. Il ajoute qu'à l'aspect financier, il est probable qu'il y ait des surprises mais que la réflexion peut être portée au-delà de la simple manne financière, par exemple au niveau des services. Il signale qu'il sera attentif afin d'y travailler ensemble.

Patrick LECLERC répond que c'est ce qu'il entendait lors de son évocation des différents services, que ceux-ci soient proposés à l'ensemble des habitants : par exemple, l'ingénierie proposée aux communes. Elle est proposée à 21 communes et n'est facturée que 30% du coût généré, la Ville de Landerneau étant exclue de ce dispositif car elle dispose en interne des ressources afin de suivre ses chantiers. L'avenir de la Communauté passe peut-être par plus d'intégration, donc plus de services, mais ce qui signifierait moins de gouvernance ou moins de moyens pour les communes. L'essentiel est de regarder ce qui est le plus pertinent pour les habitants et l'identité de chacune des communes, sachant que la collectivité forme un ensemble et qu'il faut maintenir cet équilibre vital pour le bien-être des habitants.

Alexandra GUILLORÉ confirme que ce sera le moyen de travailler sur les mutualisations entre communes, ou entre communes et intercommunalité car lorsqu'est évoqué l'ingénierie ou les services à renforcer, chacun sait que dans les communes, les personnels ont tous au moins une spécialité que d'autres n'ont pas dans la commune voisine : des compétences existent et des valeurs ajoutées aussi à mieux travailler ensemble. Au-delà du projet de territoire, le schéma de mutualisation sera un travail extrêmement fin sur les besoins des communes et leurs appétences,

Patrick LECLERC indique que le projet de territoire n'est pas encore abouti, qu'il faudra décliner en orientations un véritable plan d'actions. Certaines prendront peut-être plus de temps que d'autres : par exemple, tendre vers le zéro-déchet, tout le monde y est favorable. Mais comment faire pour y arriver ? Des actions sont déjà menées, même si elles ne sont pas toutes connues de la population. Il va donc falloir expliquer ce qui est en cours et les initiatives qui sont prises autour du G4DEC par exemple. Un plan d'actions devra être décliné pour tendre vers cet objectif du 0 déchet., et cet exemple n'est pas innocent, car c'est aussi un objectif de la Région, et si des investissements ou de l'ingénierie sont à prévoir, une inscription pourrait être faite dans le contrat entre la Communauté et la Région afin d'obtenir un accompagnement afin d'aller encore plus vite dans ce domaine.

Michelle CASU rebondit sur la question du « tendre vers le zéro-déchet ». Elle estime que les ambitions de la Communauté de seulement tendre vers le zéro-déchet ne reflètent pas suffisamment les engagements pris par le G4DEC dont la Communauté est partie prenante en matière d'économie circulaire. Or elle n'apparaît pas alors que la collectivité est déjà très impliquée dans ce processus d'économie solidaire.

Chantal SOUDON explique que la notion de « tendre vers le zéro-déchet » est celle du déchet au sens strict, le « déchet fatal », ce qui signifie qu'il y a eu de l'économie circulaire avant : c'est la notion la plus large.

Patrick LECLERC intervient et rappelle que d'arriver au zéro-déchet est une sacrée ambition, qu'il n'est pas sûr que beaucoup de collectivités vont avoir cet objectif. Il est possible de constater qu'avec les déchets ménagers, il est possible de faire quelque chose, mais en ce qui concerne les déchets verts, les déchèteries, savoir comment les valoriser, et faire en sorte de tendre vers le zéro-déchet, c'est un déjà un grand challenge.

Alexandra GUILLORÉ estime que ce ne sont que des grandes orientations et que les fiches action développeront l'économie circulaire. Alors évidemment il n'est pas possible de tout mettre. Evidemment des frustrations existent, mais si les grandes orientations ressemblaient à des listes à la Prévert, il n'y aurait plus véritablement de lignes directrices à note projet de territoire.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : adopte les dix-sept grandes orientations du projet de territoire :

- **Maintenir une vitalité locale forte,**
- **Consolider le maillage territorial des services à la population,**
- **Adapter le parc de logements aux parcours résidentiels,**
- **Intégrer les enjeux du vieillissement,**
- **Améliorer les conditions d'accès aux services et aux dispositifs existants,**
- **Renforcer l'accès à la prévention et aux soins,**
- **Accompagner les entreprises dans la prise en compte des enjeux sociétaux et numériques,**
- **Renforcer l'économie de proximité,**
- **Soutenir le développement des filières économiques,**
- **Préserver durablement la place de l'agriculture dans le territoire et conforter sa**

- fonctionnalité,
- Réunir les conditions nécessaires à l'accueil et l'accompagnement des entrepreneurs,
 - Réduire l'empreinte carbone du territoire et les émissions de gaz à effet de serre,
 - Préserver et restaurer la biodiversité et le patrimoine naturel,
 - Modérer la consommation d'espace et lutter contre l'étalement urbain,
 - Tendrer vers le zéro déchet,
 - Favoriser les coopérations, les coordinations et les mutualisations,
 - Diversifier l'offre de mobilités sur le territoire.

TECHNIQUES

Environnement

DCC2020_192 Dépôts de déchets par les professionnels en déchèteries ou aires de déchets verts : ajout de tarifs pour 2021 et modification du seuil minimal d'apport

Résumé :

Deux nouvelles filières de collecte vont être mises en place début 2021 sur la déchèterie de St Eloi : le placo-plâtre et les incinérables. La mise en place de ces nouvelles filières permettra d'améliorer le tri, de mieux valoriser ces produits et de diminuer les tonnages déposés en encombrants. Il est proposé au conseil de Communauté de rajouter deux tarifs pour répondre à cet élargissement des possibilités de recyclage ou valorisation et de remonter le seuil forfaitaire de dépôts facturés.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : approuve :

- les tarifs de redevance spéciale pour les déchèteries pour l'année 2021 tels que définis ci-dessus,
- les modifications du seuil de dépôts des professionnels en déchèterie.

DCC2020_193 Plan de prévention des déchets : aide à l'acquisition de couches lavables

Résumé :

Dans le cadre de son programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés, la Communauté a décidé d'aider les jeunes parents à réduire leurs déchets en mettant à leur disposition un kit complet de couches lavables pour une durée d'un mois et en les aidant financièrement pour leur acquisition.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : autorise le président à signer :

- la convention de prêt pour la mise à disposition du kit de couches lavables,
- la charte d'engagement,

Article 2 : autorise le président à verser une aide de :

- 100 € pour l'achat de couches neuves (lot minimum de 15 couches et 3 surcouches)
- 50 € pour l'achat de couches d'occasion (lot minimum de 15 couches et 3 surcouches).

Article 3 : fixe à 350 € la caution qui sera demandée à chaque emprunteur.

TECHNIQUES

Eau potable

DCC2020_194 Convention de vente d'eau potable en gros

Résumé :

Au 1er janvier 2019, la Communauté a pris la compétence eau potable sur son territoire. Sur ce territoire, une vente d'eau potable en gros est assurée vers la commune de Loc-Eguiner, hors territoire communautaire. Il convient de régir cette vente d'eau potable par le biais d'une convention qui établit un prix de vente issu des coûts d'exploitation du service. Cette convention tripartite sera établie entre la commune de Loc-Eguiner, la société Eau du Ponant et la Communauté. Le modèle proposé pourra être également appliqué en cas de besoin de vente d'eau potable en gros vers d'autres territoires.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve le modèle de convention présenté en annexe,

Article 2 : prend acte du tarif de vente d'eau en gros à 0,448 €/m³ (valeur 2020), révisable annuellement selon la formule inscrite dans la convention établie,

Article 3 : autorise le Président à signer toute convention, destinée à desservir des lieux extérieurs au territoire nécessitant ce service de vente d'eau en gros.

Assainissement**DCC2020_195 Cession du véhicule hydrocureur Ford Ranger immatriculé EM-205-XP et de la remorque Baroclean immatriculée EM-494-MZ - modification du seuil minimum du prix de vente****Résumé :**

En 2017, la Communauté a acquis un véhicule hydrocureur Ford ranger et une remorque Baroclean pour un montant de 85 000 € HT. Suite à la délégation du service public de l'assainissement à la SPL Eau du Ponant, cette dernière n'a pas souhaité conserver le véhicule. Dans une première délibération, le conseil de Communauté a fixé le prix de cession du matériel. Les propositions d'achat reçues sont en deçà du seuil minimum fixé. Il est proposé au conseil de Communauté de modifier ce seuil.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve la mise en vente de l'équipement véhicule Ford Ranger et remorque Baroclean pour un montant de 40 000 € HT avec 5 % de marge de négociation,

Article 2 : autorise le président à procéder à la vente et à signer tout document lié à cette vente.

AMENAGEMENT**Aménagement****DCC2020_196 Partenariat CCPLD-Établissement Public Foncier de Bretagne (dénommé EPF dans le texte) : prolongation de la convention cadre 2016-2020****Résumé :**

La Communauté a signé une convention de partenariat avec l'EPF pour la période 2016-2020. Cette convention permet les interventions de l'EPF (préemption, étude stratégique...) à la demande des communes ou de l'EPCI. Dans l'attente de la définition d'une nouvelle convention, il est proposé de prolonger la convention initiale jusqu'à la signature d'une nouvelle convention cadre, qui porterait sur la période 2021-2025.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Décide, jusqu'à la signature d'une nouvelle convention cadre « 3ème PPI » et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2021, la prolongation de la convention cadre signée le 7 avril 2017 entre la CCPLD et l'EPF,

Article 2 : Dit que la présente délibération, associée à la délibération du Conseil d'Administration de l'EPF du 29 septembre 2020, vaut avenant de prolongation de ladite convention cadre,

Article 3 : Confirme, à l'occasion de cette prolongation et pour toute sa durée, la possibilité pour l'EPF d'intervenir par exercice d'un droit de préemption, de priorité ou réponse à un droit de délaissement, sur l'ensemble du territoire de notre EPCI, à la demande expresse du titulaire dudit droit et sur délégation de ce titulaire.

AMENAGEMENT**DCC2020_197 Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) : lancement de la démarche****Résumé :**

L'Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) constitue un nouvel outil à disposition des collectivités locales visant à lutter contre la dévitalisation des centralités. La Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas en lien avec les communes de Landerneau et de Daoulas souhaite contractualiser avec l'Etat et d'autres partenaires pour instaurer cet outil à l'échelle du territoire.

Débats :

Alexandra GUILLORÉ explique que l'ORT est une boîte à outils supplémentaires pour les centralités : dispositif DENORMANDIE, aide fiscale accordée dans le cadre d'un investissement locatif destiné à encourager la rénovation dans l'ancien pour répondre aux besoins de logement des populations, réduire la tension dans l'offre de location. L'ORT offre des outils également pour contraindre les opérateurs privés. Cette délibération demeure une délibération d'intention : il faut encore que le Préfet accepte, ce qui signifie que l'Etat renonce à une part de fiscalité, ce qui n'est pas automatique. Pour autant, avec ou sans ORT, ces sujets seront de toute façon travaillés dans le cadre du projet de territoire pour créer une dynamique de centre bourg et de centre-ville pour s'épanouir à tout âge.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : acte la volonté de la Communauté de Communes du pays de Landerneau-Daoulas en

lien avec les communes de Landerneau et Daoulas d'instaurer une Revitalisation du Territoire (ORT), en ciblant en priorité la centralité du territoire et pôle urbain structurant et la centralité de Daoulas, pôle urbain relais à l'échelle du Sud du territoire.

Article 2 : autorise le Président à transmettre cette demande au Préfet du Finistère et à piloter les démarches de construction et de concertation en vue de la signature d'une convention ad hoc.

Urbanisme

DCC2020_198 Politique locale de l'urbanisme - Débat annuel 2020

Alexandra GUILLORÉ explique que la Loi ALUR oblige, quels que soient les débats et échanges réguliers au sein des collectivités, de débattre et de présenter comme pour le DOB un bilan de la politique d'urbanisme et des orientations à venir afin que chaque conseiller puisse s'exprimer sur ces sujets. 2020 fut une belle année en matière d'aménagement avec notamment :

- la modification du Site Patrimonial Remarquable de Landerneau, approuvée lors du conseil de Communauté du 13 décembre 2019, exécutoire en mars 2020 ;
- l'abrogation des cartes communales d'Irvillac, La Martyre, Ploudiry, Le Tréhou et Saint Eloy : le PLUi ayant été approuvé, il se substitue automatiquement aux anciens POS (Plans d'Occupation des Sols) et PLU (Plans Locaux d'Urbanisme). Néanmoins, il est nécessaire de lancer une procédure spécifique afin d'abroger les cartes communales. La prescription a été faite lors du conseil de Communauté du 12 février 2020. Ce dossier sera communiqué aux Personnes Publiques Associées, notamment la MRAE (Mission Régionale d'Autorité Environnementale) à compter de la semaine prochaine.

En ce qui concerne les recours sur les PLU communaux :

- le PLU révisé de L'Hôpital-Camfrout fait l'objet de 2 recours contentieux qui courent encore. Les mémoires en défense ont été adressés au Tribunal administratif le 31 octobre 2019.
- Pour celui de Logonna-Daoulas, 4 recours contentieux sont en cours. Les mémoires en défense devraient être déposés au Tribunal Administratif la semaine prochaine.

En 2020, le dossier relatif au PLUi a été marqué par son approbation et son rendu exécutoire.

Alexandra GUILLORÉ rappelle que le projet de PLUi a été modifié sur la base des avis des communes membres, des avis des PPA (Personnes Publiques Associées) ainsi que du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête. Le PLUi arrêté a été modifié entre la fin de l'année 2019 et le début de l'année 2020 en vue de son approbation en conseil de Communauté. La Conférence Intercommunale des Maires a eu lieu le 7 janvier 2020. Les avis joints au dossier d'enquête publique, les observations du public ainsi que le rapport et les conclusions de la commission d'enquête y ont été présentés.

En janvier et février 2020, chacune des 22 communes s'est exprimée sur le PLUi prêt à être approuvé. Cette étape était prévue dans la charte de gouvernance entre la CCPLD et les communes membres. Les échanges entre la Communauté et les Communes ont été nombreux.

Le PLUi a été approuvé lors du conseil de Communauté du 28 février 2020.

Lors de ce même conseil de Communauté, un nouveau périmètre de Droit de Préemption Urbain (DPU) a été institué sur l'ensemble des zones U et des zones AU du PLUi.

Le PLUi a été rendu exécutoire depuis le 8 juin 2020.

Ensuite, plus techniquement, toutes les données du PLUi ont été intégrées au logiciel OXALIS. Il s'agit d'un logiciel métier sur lequel les instructeurs travaillent.

En parallèle, les élus ont reçu un Mode d'Emploi de PLUi afin de faciliter la consultation du PLUi et leur permettre de répondre aux questions les plus fréquentes. Les premières sensibilisations réalisées en début de mandat étaient des synthèses rapides.

Désormais, il est nécessaire de présenter les grandes lignes pour l'année à venir. Un bilan sera dressé de cette première année de vie du PLUi. Début janvier, un travail sera effectué afin de déterminer collégialement comment définir les modalités pour que ce document puisse vivre et s'adapter.

Des échanges quasi quotidiens avec chacune des communes permettent connus à l'instruction- Ce n'est pas le plus évident, comment adapter parfois terrain ?.

Il conviendra aussi de fixer un calendrier afin de recenser les projets des nouvelles équipes municipales et voir s'ils sont compatibles avec le document d'urbanisme et comment les y intégrer. Des réunions seront organisées, afin, et c'est important, que chaque conseiller municipal puisse s'approprier ce document puisque c'est par le vecteur urbanistique de l'ensemble des politiques communautaires. Il est important de partager les mêmes fondamentaux de ce PLUi.

Le PLUi sera transmis et présenté aux professionnels de l'aménagement, car les notaires, les promoteurs ..., sciemment ou inconsciemment, volontairement ou non, méconnaissent parfois les règles du PLUi. Cela était prévu pour la fin de l'année 2020, mais le contexte sanitaire n'a pas permis l'organisation de cette réunion.

Ce PLUi et tous les documents de planification modifient les rapports des élus aux promoteurs et professionnels de l'aménagement dans les communes. Auparavant, un promoteur présentant son lotissement était accueilli à bras ouverts, mais aujourd'hui, il existe des contraintes en matière de densité, de préservation des espaces naturels et de limitation de l'artificialisation des sols. Il faut des orientations auxquelles se tenir afin que les réalisations soient les plus agréables à vivre et donc se montrer plus exigeants avec ces professionnels. Il est nécessaire de commencer par les informer et les sensibiliser à ces enjeux pour qu'eux même changent d'approche. Si le contexte sanitaire le permet, cette présentation du PLUi aux professionnels de l'aménagement sera organisée au premier trimestre 2021.

Il conviendra également de finaliser la procédure d'abrogation des cartes communales et la mise en compatibilité du PLUi dans le cadre du projet Interceltic Connector qui consiste à installer un câble sous-marin entre l'Irlande et La Martyre qui possède le terminal de liaison avec la station de conversion. Plusieurs EPCI sont impactés, particulièrement Roscoff plus que les autres. Le territoire communautaire n'est pas impacté en terme de zonage, car le projet avait été anticipé. Au moment de l'élaboration du PLUi, un travail de concertation a été réalisé avec RTE. Néanmoins, pour l'anecdote, il existe une incompatibilité entre le PLUi et les exigences du cahier des charges de RTE au niveau des clôtures pour des raisons de sécurité : afin d'éviter l'intrusion de petits animaux sauvages sur le site, les clôtures prévues par RTE sont en béton, d'un type spécifique. Or le règlement du PLUi favorise la faune, la flore et la libre circulation des animaux sauvages. Il existe donc deux intérêts antagonistes. Cependant, comme il s'agit d'un projet d'intérêt général et d'utilité publique, c'est la Préfecture qui gère ce type de mise en compatibilité. De fait, RTE a déposé son dossier de DUP (Déclaration d'Utilité Publique) emportant mise en compatibilité du PLUi auprès de la Préfecture il y a trois jours et le calendrier veut que tout soit coordonné au niveau de tous les territoires traversés afin de lancer une enquête publique en 2021 et que tout soit finalisé, à savoir la DUP et la mise en compatibilité des différents documents d'urbanisme, au plus tard à l'été 2022. La procédure est conduite par le Préfet qui l'approuvera par un arrêté préfectoral.

Il y aura aussi à travailler sur un Règlement Local de Publicité intercommunal, objet de la prochaine délibération avec beaucoup d'échanges, de réunions à prévoir avec des budgets assez conséquents à la clé, afin de limiter entre autres la pollution visuelle.

Débat :

Alexandra GUILLORÉ indique que la Communauté essaye de recenser les petits « couacs » à l'instruction remontés par les communes. A propos de la procédure de modification du PLUi, elle est d'avis qu'il faut établir un calendrier d'échanges au cours du premier trimestre 2021 afin qu'à la date du premier anniversaire du PLUi, il soit possible de lancer cette procédure. Il est nécessaire de déterminer en amont de la procédure ce qui est recevable ou non, parce que parfois, à quelques détails près l'économie générale du document d'urbanisme peut être impactée. Donc tout ne sera pas possible. Cependant, les PLU sont des documents qui vivent et évoluent. Il y aura donc régulièrement des procédures d'évolution du PLUi. Cependant, il sera nécessaire de les anticiper. Pour exemple, la durée d'une modification aujourd'hui est de dix-huit mois.

Jean-François BODILIS demande s'il n'est pas possible d'extraire un bilan de l'évolution des zonages.

Alexandra GUILLORÉ répond qu'OXALIS est un tableau de bord, un logiciel métier à l'usage exclusif des agents instructeurs et chargés de l'urbanisme. Des comparaisons sont possibles via le SIG ou le MOS (Mode d'Occupation des Sols) de l'ADEUPa qui compile des informations sur un temps assez long à l'échelle du Pays de Brest. Cependant, il faut savoir le lire, sinon les informations peuvent être mal interprétées.

Une précision par rapport au SCOT du Pays de Brest est demandée par le public afin de savoir si celui-ci peut impacter le PLUi, notamment sur le volet commercial.

Alexandra GUILLORÉ répond que le SCOT du Pays de Brest vient récemment d'être mis en révision afin d'intégrer les dispositions de la loi ELAN relatives à l'aménagement commercial dans les SCOT, mais aussi la mise en compatibilité avec le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire) qui sera bientôt voté et afin d'élargir le périmètre du SCOT à l'intercommunalité de Pleyben-Châteaulin-Porzay qui a récemment rejoint le Pays de Brest.

Au regard des impératifs et des incertitudes liées aux lois sur l'urbanisme, il a été proposé que la révision du SCOT s'étale sur le mandat, avec au plus tard une approbation en 2025. Ceci permettrait, dans un premier temps, de travailler sur la mise en compatibilité du SCOT du Pays de Châteaulin et du Porzay, qui ne comprend pas toute l'intercommunalité. Ce SCOT n'est pas modifié et n'intègre pas la loi ELAN, notamment le volet littoral. Or, il existe une commune littorale. De plus, la partie ouest de leur territoire est aujourd'hui non couverte par un SCOT: Le moindre permis requiert l'autorisation du Préfet. Il n'y aura que peu d'impact sur le volet commercial, puisque le SCOT en possède déjà un.

Les quelques modifications apportées par la loi ELAN ne modifieront pas fondamentalement le Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC) du SCOT et n'impacteront pas le PLUi, notamment tout ce qui permet aujourd'hui de développer des projets.

L'économie demeure le fer de lance à l'échelle du pays. Bien qu'il existe un compte foncier pour les zones d'activité communautaires avec des dotations différentes selon les EPCI, la Communauté dispose d'une dotation tenant compte de son profil économique. Le PLUi privilégie le commerce de proximité dans les centres-villes et centre-bourg. Pour exemple, à l'échelle de Landerneau, au regard du tissu commercial existant et de l'enjeu du maintien d'équilibre entre l'offre de proximité à privilégier dans la centralité et l'offre en périphérie, le seuil de 300 m² identifié dans le SCOT et le DAAC du Pays de Brest a été relevé à 500 m² dans le PLUi. Il est possible de définir des règles plus prescriptives que le SCOT, mais pas l'inverse. Le volet commercial du PLUi ne sera pas ou quasiment pas modifié.

Délibération :

Le conseil de Communauté prend acte de la tenue du débat annuel concernant la politique locale de l'urbanisme.

AMENAGEMENT

DCC2020_199 Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi) : prescription, définition des objectifs, des modalités de concertation avec la population et des modalités de collaboration avec les communes

Résumé :

La réglementation de la publicité relève du code de l'Environnement. À ce titre, elle a pour objet d'assurer la protection du patrimoine et du cadre de vie tout en garantissant le droit à l'expression et à la diffusion d'informations. La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (dite loi Grenelle II) et son décret d'application n° 2012-118 du 30 janvier 2012, ont profondément modifié la réglementation en la matière. Ces textes offrent aux collectivités la faculté d'adapter les dispositions nationales aux caractéristiques de leur territoire en élaborant un Règlement Local de Publicité pour encadrer leur mise en œuvre.

Débats :

Jean-François BODILIS remarque qu'il est prévu d'associer les citoyens dans la plaquette de présentation. Il suppose qu'il y aura sûrement des démarches de concertation afin d'avoir des retours sur les attentes du public.

Alexandre GUILLORÉ répond que les orientations, les grandes lignes de ce règlement et le cadre de cette concertation seront définis en interne avant de réaliser un gros travail avec les citoyens mais aussi avec les annonceurs, ce qui s'avèrera sûrement un peu plus 'musclé' comme échange au vu des intérêts économiques qui existent derrière cette réglementation.

Jean-François BODILIS reconnaît qu'il y a des choses intéressantes à réaliser comme reconquérir la maîtrise de l'affichage mais qu'il existe aussi des dérogations.

Alexandra GUILLORÉ indique que le travail sera effectué en amont en collaboration avec l'ABF (Architecte des Bâtiments de France), qui est aussi un acteur à prendre en compte, car il faut préserver l'aspect qualitatif des centres-bourgs.

L'élaboration du RLPi adoptera des modalités de gouvernance (comme le PLUi) et il doit être appréhendé comme un document qui donnera des outils aux collectivités pour maîtriser leur cadre de vie plutôt que comme un document intégrant uniquement des contraintes supplémentaires.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : décide de prescrire l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Article 2 : approuve les objectifs poursuivis et les modalités de concertation exposés ci-dessus,

Article 3 : arrête les modalités de collaboration entre la CCPLD et ses communes membres telles qu'exposées ci-dessus,

Article 4 : autorise le lancement d'une consultation pour retenir un prestataire chargé de réaliser les études nécessaires à l'élaboration du RLPI,

Article 5 : sollicite de l'État, selon les termes du 2^e alinéa de l'article L.132-15 du code de l'Urbanisme, l'attribution d'une dotation permettant de couvrir les dépenses nécessaires à l'élaboration du RLPI,

Article 6 : autorise le président ou son représentant à procéder à toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de cette procédure, et notamment à signer tout acte, document et marché de prestations intellectuelles ou de services à cet effet.

Habitat**DCC2020_200 Logements sociaux : programmation 2020****Résumé :**

Pour l'année 2020, 38 logements sociaux sont programmés, l'opération de Tréflévenez s'étant rattachée à la pré-programmation. Ces opérations seront financées par la Communauté pour un montant global de 216 000 €.

Débats :

Jean-François BODILIS s'inquiète du récent bilan de la fondation abbé Pierre sur la non tenue des objectifs de logements sociaux par bon nombre de communes, même si les communes de la Communauté du Pays de Landerneau-Daoulas ne font pas partie des mauvais élèves ; cependant Il estime que les attentes restent grandes en matière de logement social et que la CIL va permettre des évolutions plus fortes dans ce secteur. Le Gouvernement prévoit la possibilité de sanctions avec une prise en main préfectorale pour les communes qui ne respectent pas les objectifs loi SRU.

Michel CORRE répond que la CIL permettra de poser un cadre prenant en compte tous les besoins en ciblant un certain nombre de choses justement en faveur des publics un peu plus démunis. Au niveau du PLH, la cible fixe à 15 % la production de logements sociaux par rapport aux 300 logements prévus annuellement sur notre territoire. La programmation de 38 logements locatifs sociaux en 2020 est dans l'objectif fixé de 15 % si on le rapporte au nombre de logements réellement construits dans l'année qui est au deçà des 300.

Patrick LECLERC confirme que la Communauté n'a pas de retard dans la production de logements sociaux. Les communes mentionnées dans le rapport de la Fondation Abbé Pierre sont vraisemblablement des communes qui avaient l'obligation de rattraper leur retard ou qui se trouvaient dans le cadre de la Loi SRU avec 20 % à atteindre, ce qui n'est pas le cas pour le territoire communautaire. Pour autant, il existe une politique volontariste de la part de la Communauté. Aujourd'hui, 216 000 € ont été mis sur ces opérations qui permettront la construction de 38 logements complémentaires

Délibération :**Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :**

Pour : 46

Abstentions : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article 1 : arrête la liste des opérations 2020 telles qu'elles apparaissent ci-dessous,

| Maître d'ouvrage | Nom opération | Commune | PLUS | PLAIO | PLSA | Total logements | Nature | Subvention CCPLD |
|-------------------|--------------------|-------------|------|-------|------|-----------------|-----------------------|------------------|
| Finistère Habitat | Le Tournous | Landerneau | 10 | 10 | 7 | 27 | Neuf | 84 000 € |
| Finistère Habitat | Hervé de Guébriant | Landerneau | 1 | 1 | | 2 | Renouvellement urbain | 27 000 € |
| Finistère Habitat | Place de la Mairie | Plouédern | 4 | 4 | | 8 | Renouvellement urbain | 93 000 € |
| Commune | Bourg | Tréflévenez | 1 | 0 | | 1 | Renouvellement | 12 000 € |

| | | | | | | | | |
|-------------|--|--|--|--|--|----|--|-----------|
| de | | | | | | | | |
| Tréflévénez | | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | 38 | | 216 000 € |

Article 2 : valide la participation financière de la Communauté sur ces opérations,

Article 3 : autorise le président à signer les conventions à intervenir entre la Communauté, les communes et les bailleurs sociaux fixant les limites des engagements de chaque partenaire et la répartition des charges.

AMENAGEMENT

DCC2020_201 Logements sociaux : pré-programmation 2021

Résumé :

A partir des informations transmises par le Conseil Départemental qui centralise l'inscription des opérations de logements sociaux pour l'année prochaine, le conseil de Communauté est sollicité pour retenir une pré-programmation des opérations sur son territoire pour l'année 2021 et inscrire une enveloppe budgétaire correspondante à cette pré-programmation.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 46

Abstentions : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

prend acte de la pré-programmation ci-dessous pour l'année 2021

| Maître d'ouvrage | Nom opération | Commune | PLUS | PLAIO | PLSA | Total logements | Nature | Subvention CCPLD |
|------------------------|-------------------|------------|------|-------|-------|-----------------|-----------------------|------------------|
| BMH | Pen ar Guer | Daoulas | 9 | 8 | 0 | 17 | Neuf | 58 000 € |
| Finistère Habitat | Docteur Pouliquen | Landerneau | 3 | 3 | | 6 | Renouvellement urbain | 76 000 € |
| Aiguillon Construction | Domaine Keroullé | Pencran | 6 | 4 | | 10 | Neuf | 32 000 € |
| | | | | | TOTAL | 33 | | 166 000 € |

DCC2020_202 Renouvellement du partenariat avec l'ADIL (Agence Départementale d'Information sur le Logement)

Résumé :

La convention de partenariat avec l'ADIL arrive à échéance à la fin de l'année 2020. Il est proposé de la reconduire pour 3 ans (2021-2023). Ce partenariat induit une participation financière annuelle de la part de la CCPLD.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve la reconduction du partenariat avec l'ADIL pour une période d'1 an, partenariat reconductible par reconduction expresse pour une durée maximale de 3 ans.

Article 2 : autorise le président à :

- verser à l'ADIL la participation estimée à 15 254 € pour 2021,
- signer la convention, telle qu'annexée à la présente délibération.

AMENAGEMENT

DCC2020_203 Création d'une nouvelle instance en matière de politique de l'habitat : la Conférence Intercommunale du Logement (CIL)

Résumé :

La Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas, EPCI tenu de se doter d'un programme local de l'habitat (PLH), se doit de définir une stratégie concernant la gestion de la demande et les attributions de logements sociaux. Dans ce cadre, la première étape consiste à instaurer une nouvelle instance : la Conférence Intercommunale du Logement (CIL).

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve la création de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) dans les modalités définies ci-dessus,

Article 2 : autorise le Président ou son représentant, à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

DCC2020_204 Aires d'accueil des gens du voyage : tarification 2021

Résumé :

La Communauté est amenée à réévaluer tous les ans les tarifs d'occupation des aires d'accueil des gens du voyage, en se basant sur l'indice du prix à la consommation harmonisé (IPCH). L'évolution de l'IPCH pour l'année 2021 : + 1,66 %.

Débats :

Tiphaine LETEURE demande s'il ne faut pas geler les tarifs au vu de la conjoncture actuelle.

Patrick LECLERC répond que ces tarifs évoluent suivant l'indice IPCH et des tarifications préférentielles ont déjà été accordées en 2020, en raison du confinement et de l'impossibilité pour ces personnes de travailler. Il est à espérer qu'en 2021, elles pourront reprendre une activité normale. Il faut aussi prendre en compte l'évolution de leurs ressources et le fait que la collectivité à une facturation qui est inférieure aux coûts réels.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : adopte les tarifs d'occupation ci-dessous pour l'année 2021

| | Unité | Tarifs 2020 | Tarifs 2021 |
|--|-------|-------------|----------------|
| Emplacement bitumé (avec accès internet) | jour | 2,31 € | 2,35 € |
| Eau et assainissement | m3 | 3,23 € | 3,28 € |
| Électricité | kWh | 0,15 € | 0,15 € |
| Cautiion | - | 50,00 € | 50,00 € |

AMENAGEMENT

DCC2020_205 Opération Domaine Keroullé - Pencran : Garantie d'emprunt Aiguillon Construction

Résumé :

Rallongement de la durée d'emprunt

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : réitère sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 352 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 84445 et son avenant modificatif n°1 constitué de 4 lignes du prêt. Ledit contrat et son avenant modificatif n°1 sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : la garantie est apportée aux conditions suivantes : la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Pour information

Montant des garanties d'emprunt pour le logement social au 1^{er} décembre 2020 : 27 714 456, 30 €

MOYENS GENERAUX

Commande publique

DCC2020_206 Contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'assainissement collectif et non collectif - approbation de l'avenant n°2

Résumé :

Au démarrage du contrat de concession, Eau du Ponant a eu à mettre à disposition des boues des stations d'épuration du territoire de la Communauté. Le plan d'épandage étant mis à jour, il convient de l'intégrer au contrat par voie d'avenant.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve les dispositions de l'avenant n°2 au contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'assainissement collectif et non collectif,

Article 2 : Autorise le président à signer cet avenant.

DCC2020_207 Contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'eau potable - approbation de l'avenant n°2

Résumé :

Le règlement de service de l'eau potable comporte une erreur quant à la désignation du tribunal à saisir par l'abonné en cas de litige. Il est donc proposé une modification du règlement de service pour le rendre conforme à la loi.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve les dispositions de l'avenant n°2 au contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'eau potable,

Article 2 : Autorise le président à signer cet avenant

MOYENS GENERAUX

Systèmes d'information

DCC2020_208 Convention de mutualisation informatique portant sur le coût de la solution antivirus : Avenant n°1

Résumé :

Dans le cadre de l'extension du service commun informatique aux collectivités du territoire, deux packs ont été prévus : expertise et sécurité. La mise en œuvre du pack 2 porte sur l'achat, l'installation et la facturation d'une solution antivirus.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : autorise la Communauté à acquérir un procédé de migration et d'extension de sa solution antivirus afin de l'étendre aux collectivités du service informatique mutualisé.

Article 2 : autorise le président ou son représentant à signer l'avenant n°1 à la convention d'extension de la mutualisation informatique portant sur la facturation du coût de la solution antivirus

AMENAGEMENT

Economie

DCC2020_209 ZAE Saint Eloi-Sant Alar : cession de lots pour l'implantation de l'entreprise ECAT-ID Campus

Résumé :

L'entreprise ECAT-ID Campus souhaite implanter sa nouvelle usine sur la future ZAE de Saint-Eloi Sant-Alar à Plouédern. Il est proposé de déterminer une nouvelle tarification pour la cession de l'ensemble des lots concernés par ce projet, à 25 € HT/m².

Débats :

Jean-Bernard FLOCH souligne que cette délibération et la suivante prouvent bien la nécessité de posséder des zones économiques et du terrain en stock car la concurrence est rude entre collectivités. Effectivement, le groupe CEVA a des installations à Landivisiau, Angers ou ailleurs et le choix de l'implantation se décide à Libourne. Ce n'est pas un centre de décision local donc peu leur importe le lieu, qui pouvait même être délocalisé hors de France. La décision de rester sur place a pu être prise parce qu'il y avait du terrain disponible, mais il est clair que la Communauté a été mise en concurrence avec d'autres EPCI, et le fait d'avoir des disponibilités foncières à vocation économique a été déterminant dans le choix d'implantation de cette unité dans le cadre de son développement sur Plouédern. Cette zone de Sant -Alar est donc la bienvenue pour satisfaire les besoins des entreprises et leur dynamique de développement.

Bernard GOALEC précise que le choix de demeurer dans le Finistère entreprises disposent d'une main d'œuvre qualifiée et compétente dans l'élément déterminant dans le choix du site d'implantation. En effet, les emplois qualifiés sont une vraie problématique dans le secteur économique, et le territoire à la chance de posséder cette compétence humaine.

Jean-Bernard FLOCH précise que la dynamique communautaire au niveau de l'emploi est très importante avec moins de 1 % de chômage par rapport à plus 4 % en Bretagne au niveau de l'industrie. Sur le territoire de la Communauté, il existe sur les 5 dernières années une progression de l'emploi de 16 % contre 2 % en Bretagne. Il précise que dans l'industrie il faut distinguer l'industrie à proprement parler et l'agro-alimentaire : le fait de pouvoir préserver les deux secteurs et aussi leur développement grâce à la compétence des salariés, à la disponibilité de terrains permet d'arriver à ces chiffres.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : fixe les prix des lots 17,18,19 et 20 au tarif de 25 € HT/m² dans le cadre du projet d'implantation de l'entreprise ECAT-ID Campus,

Article 2 : autorise le président à signer les actes de vente relatifs à ce projet.

DCC2020_210 ZAE Keriell : cession d'un lot pour l'implantation de l'entreprise Galvelpor

Résumé :

L'entreprise Galvelpor a le projet de délocaliser son unité de production, aujourd'hui installée sur le secteur de Bois Noir à Landerneau sur la zone d'activités de Keriell à Plouédern. Il est proposé de déterminer une nouvelle tarification pour la cession de ce dernier lot, à 7 € HT/m².

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : fixe le prix du lot 1 au tarif de 7€ HT/m² dans le cadre du projet d'implantation de l'entreprise Galvelpor,

Article 2 : autorise le président à signer les actes de vente relatifs à ce projet.

AMENAGEMENT

DCC2020_211 Dispositifs de soutiens économiques - mesures d'urgence COVID

Résumé :

Afin d'accompagner au mieux les entreprises les plus en difficulté suite à la mise en place du confinement de la fin d'année 2020 la Région Bretagne en lien avec les EPCI propose d'adapter les modalités d'obtention de certaines aides et d'inscrire de nouvelles mesures de soutien.

Débats :

Jean-Bernard FLOCH demande si les auto-entrepreneurs sont concernés par ce dispositif. Bernard GOALEC pense que oui, mais va tout de même vérifier. Patrick LECLERC dans le même sens estime aussi que oui, étant donné que la Communauté s'adosse à un dispositif régional, plus général.

Jean-François BODILIS est favorable à ce soutien économique, mais en dehors des dispositifs portés par les communes et les plans d'urgence, il demande si les associations caritatives peuvent solliciter la Communauté pour des aides exceptionnelles et si d'autres EPCI le font. Est-ce que la Communauté de communes dispose de cette compétence ?

Patrick LECLERC répond que l'action sociale aujourd'hui est plutôt du ressort des communes, même si cela peut changer. La Communauté n'a pas encore été sollicitée par les associations du secteur social. La Commune de Landerneau a accompagné l'épicerie sociale qui est un service public porté par la collectivité, ici le CCAS. Elle a de même aidé le Secours Populaire : en effet la place manquait pour stocker les marchandises issues des collectes, cette année encore il y a eu un bel élan, avec un tonnage supérieur de 10 % par rapport à l'année passée, malgré le contexte compliqué. Mais ni la Commune de Landerneau, ni la Communauté n'ont été sollicitées par des associations qui seraient en difficultés.

Michelle CASU demande si le dispositif relatif à la digitalisation des commerces est indépendant de la Communauté car elle a lu des articles de presse mentionnant la CCI.

Patrick LECLERC explique que c'est différent du dispositif de la CCI qui accompagne aussi la numérisation des commerces mais qui a aussi un projet Market Place déjà opérationnel. Ici il s'agit bien de fonds directs, communautaires et régionaux qui doublent cet investissement afin de permettre la digitalisation des commerces indépendants.

Michelle CASU demande si l'aide va vers chaque petit commerce, ou si c'est une plate-forme de territoire.

Patrick LECLERC répond que les deux dispositifs coexistent. Michelle CASU estime que c'est très bien, sinon le risque existait d'un saupoudrage.

Bernard GOALEC explique qu'il existe deux volets : d'une part le PASS commerce qui accompagne la numérisation individuelle, en réponse à des préoccupations individuelles de commerçants qui souhaitent s'engager dans cette démarche. D'autre part, il y a le volet vitrine numérique à l'échelle du territoire qui devrait concerner un plus grand nombre de commerçants. Une réflexion est en cours sur un cahier des charges au-delà des initiatives qui existent au niveau des chambres consulaires. Il en existe une notamment avec les unions des commerçants de Daoulas et de Landerneau pour recenser les besoins existants sur l'ensemble du territoire avec une proposition, sans doute disponible en début d'année, afin d'aller sur une action collective et numérique sur l'ensemble du territoire communautaire.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve l'ensemble des dispositifs de soutiens économiques évoqués dans la présente délibération,

Article 2 : s'engage à inscrire les enveloppes financières correspondantes au budget 2021,

Article 3 : autorise le président ou son représentant à procéder à toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de ces mesures d'urgences COVID et notamment à signer tout acte ou toutes conventions à cet effet.

MOYENS GENERAUX

Ressources humaines

DCC2020_212 Droit à la formation des élus

Résumé :

Afin de garantir le bon exercice des fonctions d'élu local, la loi a instauré un droit à une formation adaptée pour les élus afin de leur permettre de faire face à la complexité de la gestion locale et à la nécessaire compétence qu'appelle la responsabilité électorale.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : fixe une enveloppe budgétaire annuelle de 4 000 € pour la formation des élus,

Article 2 : inscrit au budget principal les crédits correspondants.

DCC2020_213 Modification du tableau des emplois

Résumé :

Il est proposé au conseil de Communauté d'actualiser le tableau des emplois pour intégrer les évolutions au sein des services.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 46

Abstentions : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article 1 : adopte :

- la création d'un poste de chargé de communication et de deux postes de chauffeur remplaçant-ripeur,
- la suppression de l'emploi de chargé des marchés publics de travaux, d'un poste de chauffeur titulaire et d'un poste de ripeur,

Article 2 : modifie le tableau des emplois,

Article 3 : inscrit au budget les crédits correspondants.

MOYENS GENERAUX

DCC2020_214 Recours aux contractuels de droit public sur emploi permanent

Résumé :

La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 a permis l'élargissement du recours aux contractuels en modifiant la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Débats :

Jean-François BODILIS demeure sceptique sur cette question du recours aux contractuels, le nombre de cas constatés l'interroge : il demande, s'il n'est pas possible en interne de proposer des formations des parcours d'adaptation, pas forcément sur tous les métiers pour limiter le recours aux contractuels.

Bernard GOALEC répond que le plan de formation est proposé aux agents, avec des formations orientées soit vers une montée en puissance des agents sur leurs postes ou sur d'autres métiers qui sont envisagées par l'agent dans ou hors de la collectivité. Le constat est que les mobilités ne sont pas très importantes, la première difficulté est de trouver des compétences au sein de la Fonction Publique Territoriale. A défaut, le premier réflexe est d'accompagner les agents dans des évolutions de missions ou de compétences dans leur parcours professionnel, ce qui ne suffit pas pour autant à répondre à l'ensemble des besoins d'où le recours aux contractuels sur des postes spécifiques.

Alexandra GUILLORÉ pense que « contractuel » n'est pas un gros mot, et que concrètement, la Loi d'août dernier permet de recourir plus facilement qu'avant, notamment sur les contrats dits « de projets ». Ce sont des contrats courts trois ans, ce qui est peu, et au quotidien donnent dans les communes et collectivités un peu d'agilité et de souplesse : en effet, il n'est pas nécessaire de conserver un emploi permanent pour accompagner une montée en puissance, telle qu'un transfert de compétences ou un projet qui va être ponctuel. Le contractuel est assujéti aux mêmes droits et devoirs et au même investissement au sein du service public, il faut donc selon elle arrêter cette opposition qui lui paraît stérile.

Bernard GOALEC pense que sans opposer que ce soit, c'est une facilité dans certaines situations telles les longues maladies de certains agents, qui demeurent titulaires de leurs postes qu'il faut néanmoins remplacer. Ces contractuels permettent aussi de pallier ces situations pour un temps qui n'est pas toujours mesuré.

Frédéric KERLAN précise que ce n'est pas le critère financier qui va prévaloir, mais le fait de ne pas trouver un poste à pourvoir sur quelques spécialités.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 46

Abstentions : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article unique : autorise le recrutement d'agents contractuels de droit public selon les modalités énoncées ci-dessus.

DCC2020_215 Création d'emplois non permanents compte tenu d'un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité

Résumé :

Compte tenu des besoins temporaires à prévoir sur l'année 2021 au sein de la Communauté, il est proposé la création d'emplois non permanents dans les différents services communautaires.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise la création de ces emplois et l'inscription au budget des crédits correspondants.

MOYENS GENERAUX

DCC2020_216 Mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et du complément indemnitaire lié à l'engagement professionnel (RIFSEEP)

Résumé :

Il est proposé une évolution du régime indemnitaire en mettant en place le RIFSEEP constitué de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) et du complément indemnitaire lié à l'engagement professionnel (CI).

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 46

Abstentions : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article 1 : Adopte les nouvelles modalités du régime indemnitaire.

Article 2 : Mette en place le dispositif à compter du 1^{er} janvier 2021.

AMENAGEMENT

Tourisme

DCC2020_217 Subventions aux animations locales du 1er janvier au 30 avril 2021

Résumé :

Dans le cadre de la politique touristique à l'échelle du territoire, la Communauté de Communes de la région de Logonna-Daoulas approuve le soutien et l'accompagnement financier des animations et événements touristiques locaux tous les ans, à l'exception des associations locales ou les communes.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve les participations proposées ci-dessous pour les animations et événements touristiques sur la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2021,

Article 2 : Autorise le président à signer les conventions, et tout autre acte administratif, avec les communes et associations concernées pour permettre le versement des participations.

| Non manifestation | Date | Organisateur | Lieu | Montant subvention |
|--|-------------------------|-------------------------------|---|---------------------------------|
| THEATRE DANS LES BARS ET LIEUX INSOLITES | 13 au 16 avril 2021 | Atelier Culturel | La Martyre, La Forest-Landerneau, Logonna-Daoulas | 1000 € |
| "L'EXPO DU CEDRE : VOIR LA MER" | du 16/01 au 27/02 2021 | Commune de Daoulas | Daoulas | 1500 € |
| TUBULUS | 17 et 18 mars 2021 | Commune de L'Hôpital-Camfrout | L'Hôpital-Camfrout | 827 € |
| DES LETTRES ET DES CONTES | du 15/01 au 20/04 2021 | Ti Ar Vro Landerne Daoulaz | Différentes médiathèques, salles de la Communauté de Commune, EHPAD | 5300 € pour les deux animations |
| DU GOÛT POUR LE BRETON ! | de janvier à avril 2021 | | Communes de la CCPLD | |

DCC2020_218 Réalisation d'une étude de valorisation de la rade de Brest

Résumé :

Le groupement d'intérêt public Brest Terres Océanes a inscrit la rade de Brest comme l'un des axes de développement majeurs de sa stratégie de développement touristique. La rade de Brest s'inscrit indéniablement comme une véritable offre différenciante pour la destination touristique. BTO a lancé une étude pour valoriser le potentiel touristique de la rade. Le prestataire de l'étude d'un montant de 70 050 € TTC a été désigné par le comité de pilotage du 16 octobre 2020.

Débats :

Patrick LECLERC trouve que la rade de Brest est certainement l'une des plus belles rades du monde, avec des paysages à couper le souffle. Ce projet est une étude de potentialités sur ce qui peut être réalisé afin de la mettre en valeur et faire en sorte que la Rade devienne un véritable produit touristique. La Région Bretagne et le Département du Finistère accompagnent très largement cette démarche, ce qui fait que le reste à charge pour la Communauté n'est plus que de 3 200 €, même si derrière, après cette étude, il faudra des investissements complémentaires. Le Pays de Landerneau-Daoulas aura à cœur d'accompagner ces différents investissements nécessaires.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : valide l'intérêt de la réalisation de l'étude en vue d'aménagements et de stratégie partagée tourisme et nautisme,

Article 2 : approuve le montant de l'ordre de 3 200,93 € restant à la charge de la CCPLD pour mener ce projet.

AMENAGEMENT

DCC2020_219 Réhabilitation du site du Moulin Mer à Logonna Daoulas : Demande de subvention pour la réalisation d'une étude de faisabilité

Résumé :

Le Moulin Mer à Logonna-Daoulas est un domaine de près de 6 hectares qui présente une histoire hors du commun : minoterie, caserne allemande en 39, école d'instruction d'officiers de réserve après la guerre, résidence de vacances, guinguette, restaurant et dancing, avant d'être laissé vacant et nu depuis plusieurs années. Le site, se dégradant au fil des années, bénéficie d'une valeur historique, patrimoine indéniable et d'une situation exceptionnelle aux bords de la Rade de Brest. Un porteur de

projet, l'association MM Projet (loi 1901) présente aux élus locaux une réhabilitation du lieu en résidence d'artistes (espace création et répétition) en associant plusieurs activités (base 15 chambres) et restauration (café-restaurant).

Débats :

Patrick LECLERC précise que la Région Bretagne a acté le projet, et qu'il ne manque plus que la signature afin de valider les 30 % de financement. Il faut démarrer afin de faire avancer ce projet, sachant que la Commune de Logonna-Daoulas contribuera aussi à l'étude ce qui permettra de boucler le financement.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : valide l'intérêt de la réalisation de l'étude de faisabilité, en vue de la réhabilitation du site du Moulin Mer par l'association MM Projet,

Article 2 : accorde une subvention maximale de 7 500 € modifiable en fonction des subventions accordées par les autres financeurs,

Article 3 : autorise le président à signer les conventions, et tout autre acte administratif, avec le porteur de projet pour permettre le versement de la subvention.

L'ordre du jour étant épuisé, le président lève la séance à 22 heures.

Suivent les signatures.